

Entretien avec Philippe Tireloque

28 août 2018 – Place Beauvau - Paris

Chiffres : actions et organisation de la Ville

- **Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) :**
 - Mise en place d'un observatoire de la délinquance sur l'ensemble de la ville
 - Cellules opérationnelles **en 2017** :
 - Proximité/logement : 10
 - Prévention : 8
 - Sécurité/zone de sécurité prioritaire (ZSP) : 11
 - 3 coordinateurs
 - 55 situations individuelles traitées
 - 30 jeunes suivis en lien avec les familles dans un dispositifs de remobilisation
 - 12 situations de médiation sociale de proximité traitées en lien avec les établissements scolaires
- **Police municipale (en 2017) :**
 - 54 caméras installées sur la commune + 6 installées en 2018 → **60 caméras**
 - 30 agents dans le service de police municipale
 - dont 6 opérateurs-vidéo
 - 17 agents de police (dont 4 pour la brigade de nuit)
 - 4 agents de surveillance de la voie publique (ASVP)
 - 3 administratifs
- **Prévention (en 2017) :**
 - 5 agents temps plein répartis sur 3 secteurs + 2 coordinateurs administratifs
 - 330 accompagnements ponctuels

- 84 accompagnements individuels de jeunes 11/25 ans
- 20 accompagnements d'adultes
 - pour un **total de 434 accompagnements**
- 155 accueils réguliers en soirée (public 14/30 ans)
- 295 actions collectives d'animation
- 68 permanences de proximité insertion et 159 suivis
- 31 visites en maison d'arrêt ou centre pénitencier, avec 50 accompagnements dont 26 sont sortis de prison
- 6 mesures de réparation de travaux d'intérêt général, mis en place depuis 2017
- 12 jeunes accompagnés dans le cadre d'un projet sécurité routière avec la préfecture

Dispositif lutte contre les rodéos

- Expérimentation du dispositif de lutte contre le phénomène des rodéos de quads et de 2-roues. Il s'agit de s'organiser de manière partenariale pour croiser les informations permettant d'identifier les engins et les individus auteurs des troubles à la tranquillité publique et de mobiliser ensemble le panel préventif et répressif à notre disposition pour les faire cesser.
 - Lancement : 5 juin 2018. Prochaine étape : le 7 septembre 2018. Première opération conjointe police nationale/police municipale : début août. Prochaine opération PN/PM prévue : mi-septembre.

Circonscription de Sécurité publique (CSP)

- **Circonscription de Sécurité publique de Grenoble** comprend : Grenoble, Échirolles, Saint-Martin-d'Hères, Fontaine, Saint-Martin-Le-Vinoux, La Tronche et Gières.
 - Population (en 2015) : 276 218 habitants
 - Effectifs de la CSP de Grenoble (en 2016) : **485 policiers et adjoints de sécurité (contractuels)**, dont 21 policiers et adjoints de sécurité (ADS) en plus depuis 2015
 - Rapport policiers/population : **1 policier pour 570 habitants**

Chronologie police de sécurité du quotidien (PSQ)

- **5 septembre 2017** : dans un courrier, le maire d'Echirolles fait part au ministre de l'Intérieur Gérard Collomb de sa volonté d'expérimenter à Echirolles la police de sécurité du quotidien.
- **21 septembre 2017** : incendie de la gendarmerie, Renzo Sulli fait part de sa consternation.
- **3 octobre 2017** : communiqué commun des trois maires.
- **5 octobre 2017** : dans sa réponse, Gérard Collomb note « *qu'une concertation est actuellement menée pour définir précisément le contenu des réformes* », suggérant au maire de « *lui faire part, directement, de tout constat ou proposition utile* ».
- **20 octobre 2017** : dans un nouveau courrier au ministre, Renzo Sulli fait part à Gérard Collomb de ses propositions pour définir les contours de la PSQ (lutte accrue contre les trafics de stupéfiants, information des consommateurs, nouvelle organisation des forces de sécurité...). Il renouvelle sa demande commune avec la Ville de Grenoble d'expérimenter la PSQ, soulignant l'importance de moyens humains supplémentaires.
- **8 février 2018** : le ministre de l'Intérieur présente son plan de « reconquête républicaine » des quartiers et des territoires les plus touchés par la délinquance. Il mobilise 1 300 policiers et 500 gendarmes de plus d'ici 2020. L'agglomération grenobloise n'est pas retenue.
- **9 février 2018** : courrier cosigné des 3 maires (Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Grenoble) à Gérard Collomb.
- **3 avril 2018** : suite à la suggestion du préfet, Renzo Sulli réitère par un nouveau courrier à Gérard Collomb sa volonté que la PSQ soit implantée sur Échirolles.
- **21 juin 2018** : premier comité de suivi sur les deux-roues en présence de la directrice départementale de la Sécurité publique. Echirolles est choisie pour expérimenter un nouveau dispositif partenarial (avec une vaste opération de traque aérienne et terrestre des rodéos le 2 août 2018).
- **17 août 2018** : Gérard Collomb, en visite en Isère, annonce vouloir recevoir l'ensemble des élus de Grenoble et de l'agglomération.

Chronologie demande d'un commissariat de plein exercice

- **21 octobre 1964** : première demande connue d'un commissariat à Echirolles au regard de l'accroissement de la population et de l'émergence de problèmes nouveaux en matière de sécurité publique
- Demandes répétées en : 1965, 1975, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1987, 1991, 1992, 1994, 1997, 1999, 2001, 2002
- **11 juillet 2002** : courrier au ministre de l'Intérieur pour demander l'installation d'un commissariat de plein exercice
- **27 août 2002** : réponse négative de la part de Nicolas Sarkozy
- **9 octobre 2002** : nouveau courrier à Nicolas Sarkozy, pas de réponse
- **5 février 2003** : nouveau courrier à Nicolas Sarkozy
- **1^{er} mars 2003** : effectifs de 659 fonctionnaires dont 482 gradés et gardiens de la paix, effectif de référence fixé à 489.
- **13 mai 2003** : réponse négative de la part de Nicolas Sarkozy
- **12 juillet 2007** : courrier à Michèle Alliot-Marie pour demander l'installation d'un commissariat de plein exercice
- **19 octobre 2007** : réponse négative de la part de Michèle Alliot-Marie
- **27 août 2009** : courrier à Brice Hortefeux pour demander l'installation d'un commissariat de plein exercice (demande depuis + de 20 ans)
- **15 janvier 2010** : réponse négative de la part du cabinet du ministre de l'Intérieur
- **23 mars 2010** : délibération du conseil municipal pour se prononcer favorablement pour que la demande de la Ville et de ses habitants d'obtenir l'implantation d'un commissariat de plein exercice pour couvrir le sud de l'agglomération se voit apporter une réponse positive et demande à ce que la baisse des effectifs de police nationale soit enrayée.
- **29 juin 2015** : Échirolles adopte en conseil municipal un « plan local de sécurité et de prévention 2015-2020 ». Parmi les mesures annoncées : mise en place d'une brigade de nuit de la police municipale ; création d'un numéro vert joignable 24h/24 (0800 16 70 71) ; accentuation de la gêne occasionnée sur les deux-roues...

